

leurs d'usine, ou quelque autre régime semblable. Je me suis fait le champion des stimulants à la production. J'ai été heureux de l'appui du député de Bonavista-Trinity-Conception, qui veut, comme moi, que nous leur fournissions de l'aide sous forme de prêts industriels ou autrement, afin d'accroître la production. Il y a eu deux autres suggestions, malheureusement à longue échéance. L'une prévoyait un programme choc aux États-Unis, pour inciter les gens à manger plus de poisson. La question clé est celle de la consommation. On a songé également à un comptoir de vente de morue en blocs. C'est aussi très important, d'après moi. On pourrait aussi former un pool de chalutiers. Au lieu de laisser à chaque usine le soin d'exploiter ses propres chalutiers, il y aurait peut-être moyen de constituer une coopérative des pêcheurs au chalut.

Tout cela, le député le comprend, ne résout pas notre problème immédiat. C'est pourquoi j'ai cherché une formule qui donnera au gouvernement le moyen d'assurer l'aide qui s'impose, j'en conviens. Je suis parfaitement d'accord avec ceux qui disent que ce problème devrait être détaché de la politique et des partis. Sauf erreur, les représentants de l'industrie se réuniront à Ottawa la semaine prochaine. Je me ferai un plaisir de ménager, à leur intention, un entretien avec qui ils voudront, pour poursuivre la recherche d'une solution provisoire. Pour ma part, je ne m'inquiète pas de l'avenir de l'industrie de la pêche. Sans doute, ce sera dur pendant deux ou trois ans. Je crois, tout comme le ministre des Pêcheries, que l'industrie pourra avec le temps se suffire à elle-même. Dans l'intervalle, ces problèmes nous sollicitent. Nous examinons la situation sous tous les angles pour trouver une solution provisoire.

M. Marshall: Monsieur le président, si nous voulons une solution à courte échéance, j'ai peine à comprendre ce qui s'est passé au sujet de la vente des 4.4 millions de livres de morue salée au Biafra; les fournisseurs ont reçu environ \$27.50, tandis que les pêcheurs n'ont reçu en moyenne que \$12 ou \$13 le quintal. Comment concilier ces deux choses, le fait qu'on n'ait nullement songé aux pêcheurs côtiers tandis que les fournisseurs recevaient de très bons prix?

L'hon. M. Jamieson: Je crois devoir demander au ministre des Pêcheries de répondre de façon précise à cette question. J'ai déjà déclaré que la situation que vous avez convenablement esquissée provient de la lacune très

grave qui existe quant à l'achat et la mise en marché du poisson. A mon avis, on ne peut la combler que par un effort de commercialisation. Peut-être le ministre pourrait-il compléter la réponse à cette question.

M. Lundrigan: Monsieur le président, puis-je poser une autre question...

M. le président: A l'ordre, je vous prie. Je tiens à signaler au comité que ma liste non officielle porte les noms de huit députés qui voudraient avoir la parole cet après-midi. Si on continue à poser de telles questions, ces députés ne pourront parler. Toutefois, j'accorde volontiers la parole au député.

M. Lundrigan: Sauf erreur, le ministre a dit qu'il accepterait encore une question.

L'hon. M. Jamieson: Rien qu'une.

M. Lundrigan: Peut-être ferait-il bien d'expliquer la déclaration touchant l'accueil chaleureux que recevraient les projets de solutions à court terme. Il a réellement contredit à cet égard le ministre, d'après qui nous pouvions oublier tout cela jusqu'au 31 mars. C'est ce qu'il avait dit dans son télégramme aux pêcheurs. Soit que le député ne nous ait pas dit ce qu'il comptait nous dire ou qu'il ait évité de propos délibéré de parler de l'essentiel de la déclaration du député.

• (4.20 p.m.)

L'hon. M. Jamieson: Je ne vois pas que ce soit le cas ou qu'il y ait contradiction avec ce qu'on a demandé. Si j'ai bien compris la réponse du ministre, et bien entendu il est tout à fait capable de répondre lui-même, il parlait du programme pour 1969. Nous y travaillons en ce moment. Vous vous souviendrez que l'an dernier le programme est entré en vigueur en mai. La situation est difficile dans l'ensemble, je l'admets. Je suis convaincu que le ministre serait enchanté que quelqu'un trouve la solution au problème. Pour l'instant, j'ignore quelle est la solution.

M. Carter: Hier, à la Chambre, en l'absence du ministre des Pêcheries, le chef de notre parti et plusieurs de mes collègues ont posé des questions au sujet de la situation très grave qui se prépare à Terre-Neuve vu que la nécessité où se voient acculées plusieurs de nos usines de poisson se voient forcées de fermer leurs portes, pour des raisons économiques. Cela touche, directement ou indirectement, le gagne-pain de milliers de mes com-